

Chine, Russie et Etats- Unis.**Alliances et concurrences au sein du triptyque des puissances au Kazakhstan.**

Suite aux attentats du World Trade Center, il était commun de lire que la guerre contre le terrorisme avait modifié les stratégies diplomatiques des principales puissances en concurrence dans le jeu centre asiatique la Chine, la Russie et les Etats Unis. Mais contrairement à ce qui a été écrit depuis le 11 septembre 2001, la guerre d'Afghanistan n'a pas fait de l'Asie Centrale et plus spécifiquement du Kazakhstan le centre d'un nouveau grand jeu. Ainsi, l'importance stratégique donnée à la région suite à la campagne d'Afghanistan a largement baissé du fait du conflit irakien. Néanmoins, un vrai changement a eu lieu durant ces quatre dernières années. Nous avons assisté, en effet, à la mise en place de nouveaux axes de communication et de transport qui permettent enfin un désenclavement progressif de cette région située aux confins de l'Europe et de l'Asie.

La Chine

Suite à l'effondrement de l'URSS, la politique officielle de la Chine en Asie Centrale a consisté à promouvoir la stabilité régionale puis à accroître ses liens économiques avec ces nouveaux pays limitrophes et en particulier avec le Kazakhstan. Depuis 2001, la diplomatie de Beijing a considérablement renforcé ses relations avec le Kazakhstan du fait son importance croissante dans la politique énergétique chinoise.

La sécurisation des approvisionnements énergétiques est devenue l'une des priorités de sa politique étrangère chinoise. En effet, du fait du développement rapide de son économie, la demande de la Chine en ressources énergétiques, notamment le pétrole, augmente de 5 à 8% par an. L'insuffisance des ressources pétrolières est ainsi ressentie à Pékin comme le plus grand obstacle au développement de son économie chinoise¹. Dans ce contexte, la diplomatie chinoise développe ses relations avec le Kazakhstan. Ainsi, Astana et Pékin ont récemment signé un traité portant sur la construction d'un oléoduc long de 1240 km entre le centre du Kazakhstan et la frontière chinoise. Le pipeline aura une capacité de 10 millions de tonnes par an, ce qui correspond à 10% des besoins actuels de la Chine². Mais les investissements de la Chine ne se limitent pas au secteur pétrolier. Selon des statistiques officielles kazakhstanaïses, vingt entreprises de taille importante, soixante et une joint-ventures et six cent quinze moyennes entreprises chinoises se sont implantées ces dernières années au Kazakhstan. Cet

Etat apparaît comme un partenaire de choix pour la Chine. En effet, la présence de frontières communes entre les deux Etats permet à l' « Empire du Milieu » de sécuriser le transport des matières premières, les seules exportations kazakhstanaïses, et permet au Kazakhstan de développer une nouvelle voie d'exportation qui limite sa dépendance à la Russie. De plus, les investissements chinois ne sont soumis à aucune conditionnalité politique, ce qui fait de la Chine un partenaire privilégié pour une administration kazakhstanaïse soucieuse de préserver ses privilèges. La Chine de son côté espère que son influence grandissante au niveau économique diminuera peu à peu celle des Etats-Unis.

Au niveau politique, la diplomatie chinoise a préféré opter pour une solution privilégiant d'un côté une politique multilatérale avec les anciennes républiques soviétiques, qui se manifeste à travers une forte implication dans la création de l'OCS (Organisation de la Coopération de Shanghai) dont les membres sont la Russie, la Chine, le Kirghizstan, le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ; et de l'autre côté une politique forte de rapprochement bilatéral avec les puissances régionales. L'OCS, dont la création remonte à 2001, est la représentation institutionnelle de l'alliance sécuritaire informelle créée en 1996 sous le nom de « Pacte de Shanghai » à laquelle s'est ajouté depuis l'Ouzbékistan. L'OCS s'occupe avant tout de lutter contre ce que sa charte définit comme les « *trois forces diaboliques* » : le fondamentalisme, le terrorisme et le séparatisme.

Cette organisation, en dehors de l'aspect de coopération sécuritaire, permet à la Chine de renforcer ses relations bilatérales avec les pays centre asiatiques tout en rassurant les autres puissances régionales inquiètes de l'influence grandissante de Pékin dans la région. Ainsi, lors de la dernière réunion de l'OCS, Pékin a invité en tant qu'observateurs des acteurs régionaux important comme l'Inde, le Pakistan et l'Iran.

La Chine ne cherche pas pour l'instant à remplacer l'influence russe en Asie Centrale. En effet, aussi longtemps que la Russie reste une force de stabilité et peut intervenir pour circonscrire le développement de l'islamisme et de toute velléité panturkiste pouvant déstabiliser les provinces du Nord-Ouest chinois, la Chine ne voit aucun intérêt de s'opposer à Moscou. En 1997, lors d'un discours à l'assemblée russe, Jiang Zeming déclarait que la Russie et la Chine devaient travailler ensemble afin de préserver leur « *statut, leurs droits légitimes ainsi que leurs intérêt dans l'arène internationale* ». Ainsi, Pékin a toujours cherché à conforter son alliance stratégique avec la Russie. Les deux Etats ont signé un traité de bon voisinage et de coopération en juin 2001 et la Chine achète pour un milliard de dollars d'armement à la Russie chaque année.

La Chine se rapproche également de l'Inde qui partage le même souci énergétique. Ces deux pays exploitent déjà conjointement des gisements pétroliers au Kazakhstan et coopèrent dans l'exploitation du champ pétrolier de Yadavaran en Iran. Enfin, les ministres des affaires étrangères de Chine, d'Inde et de Russie se sont rencontrés de manière informelle en juin 2005 à Vladivostok en Russie afin de renforcer leur coopération dans les domaines de l'agriculture, des sciences et technologies et dans le domaine énergétique. Il est bien sur trop tôt pour annoncer la naissance d'un triangle stratégique visant à concurrencer les Etats-Unis, mais si cela s'avérait le cas, cette puissance eurasiatique pourrait dans quelques années surpasser la puissance américaine. L'équilibre des forces, dans cette région, dépendra alors du côté où se trouveront les fournisseurs des matières premières nécessaires à l'approvisionnement des économies asiatiques, c'est à dire le Kazakhstan et la Russie.

La Russie

En 2001, Igor Ivanov, alors ministre des affaires étrangères, annonçait la nouvelle politique étrangère russe. Celle-ci vise à refaire de la Russie une grande puissance, dans un monde qu'elle décrit comme multipolaires grâce à un développement économique du pays basé sur l'exploitation des matières premières.

Selon Igor Ivanov, les Etats-Unis vont poursuivre leur politique hégémonique basée sur une vision unipolaire du monde alors que la Russie est trop faible économiquement et politiquement pour pouvoir jouer le rôle d'un autre centre de pouvoir égal de Washington. Dans ce contexte, la Russie doit s'appuyer sur l'Europe, la Chine et l'Inde afin de devenir un partenaire indispensable pour toutes ces « *civilisations* » selon le terme de la doctrine russe. Le monde est composé de différents pôles régionaux, la Russie articulant le tout car elle est au centre, la puissance eurasiatique par excellence. Actuellement, Moscou souhaite faire oublier ses années de faiblesse et l'échec de ses deux guerres dans une Tchétchénie qui n'est toujours pas pacifiée. La Russie veut projeter l'image d'un allié disposant de ressources naturelles gigantesques défendues par un bouclier nucléaire. De plus, la Russie de Poutine a, grâce à l'envolée des cours du pétrole, de nouveau le choix ; elle a de moins en moins besoin du soutien de la puissance économique américaine, de ses investissements ou des institutions financières internationales.

L'alliance russo-chinoise

En Asie Centrale, la Russie a maintenant un allié de choix qui partage la même vision d'un monde multipolaire, la Chine. Les récents exercices militaires conjoints russo-chinois « Mission de paix – 2005 » témoignent du rapprochement actuel des positions de la direction politique de la Fédération de Russie et de la République Populaire de Chine, et de leur alliance pour résister à l'influence américaine en Asie³. Moscou sait que la Chine utilise la solidité de la collaboration russo-chinoise afin de faciliter la mise en place de relations sino-kazakhes. En effet, le Kazakhstan se méfie pour des raisons historiques, économiques et surtout démographiques de la politique expansionniste chinoise. Ainsi, les services d'émigration kazakhstanaïens contrôlent avec une extrême rigueur le passage des migrants chinois.

Cette alliance entre Moscou et la Chine reste néanmoins à nuancer. Même si Pékin ne désire pas pour le moment jouer le même rôle que la Russie dans la région, la Chine espère néanmoins y apparaître comme un acteur influent qui représente un intérêt majeur pour son approvisionnement énergétique. Pékin espère donc à court terme exercer une certaine hégémonie sur l'Asie centrale, ce à quoi la Russie s'opposera en permanence.

Une image de puissance loin de la réalité

Suite aux révolutions « colorées » d'Ukraine et de Géorgie, la Russie a décidé d'accroître de manière importante ses investissements économiques dans la CEI afin de préserver son influence dans la région. Le Kazakhstan est ainsi devenu l'un des premiers bénéficiaires des investissements russes et de forts accords de partenariat ont été noués entre les entreprises kazakhstanaïennes et russes. Ainsi, dans le cadre de l'exploitation commune du gisement de Karachaganak⁴, la compagnie énergétique nationale kazakhstanaïenne KazMunaiGaz a racheté cinquante pour cent des parts de l'usine russe d'Orenbourg spécialisé dans la transformation du gaz. KazMunaiGaz et Lukoil, les compagnies pétrolières russe et kazakhstanaïennes, ont signé un accord afin de développer les gisements de Tyub-Karagan et d'Atash. De même, c'est un consortium russo-kazakhstanaïen qui prendra en charge le développement conjoint du gisement gazier Imashevskoye, le second plus grand champ gazier du Kazakhstan.

La Russie semble donc s'orienter vers une politique de partenariat et de collaboration plus efficace avec le Kazakhstan qu'elle semble enfin considérer comme un partenaire et non pas

plus comme un simple pays satellite. Les échecs de la politique étrangère russe durant les quinze dernières années ont illustré les hésitations d'un pays qui peine à se définir. Plus d'une décennie après le chute de l'URSS, la Russie n'avait toujours pas répondu à la question de savoir où elle commence et où elle finit, où elle doit exercer son influence et où elle ne le doit pas. Dans ce contexte, le manque de confiance en soi d'une entité qui n'est pas sûre de son identité et de ses limites géographiques se manifestait par la présence permanente d'une rhétorique impérialiste qui pouvait ressurgir à tout moment.

La Russie a espéré tirer profit de l'attention portée à l'Irak, et plus globalement au Moyen Orient, pour consolider sa position et promouvoir ses intérêts dans la CEI. Ainsi, Andrei Kokoshin, le porte-parole du groupe parlementaire en charge des questions ayant trait à la CEI, déclarait début avril 2003 que « *le monde est au seuil aujourd'hui d'un nouveau redécoupage territorial qui est similaire en de nombreux points aux événements ayant eu lieu au début du vingtième siècle* ». Pour Kokoshin, la Russie devait faire son possible afin de restaurer, sur la base d'une confédération, la grande Russie. Celle-ci comprend la Biélorussie, l'Ukraine, la Fédération de Russie et le Kazakhstan.

En fait, les différents analystes et politiciens russes restent divisés sur le sujet de la primauté donnée à une confédération économique ou militaire. La majorité pense que cette union devrait apparaître avant tout comme une union sécuritaire, mais dont les Etats seraient liés par des accords économiques. Le raisonnement était simple ; il serait impossible de concrétiser toute ambition économique de la Russie sans savoir auparavant qui est son allié et qui ne l'est pas. On parlait alors d'une doctrine Poutine qui s'articulerait autour de 4 éléments : l'Union de la Russie et de la Biélorussie, le Traité de Sécurité Collective, l'Union Economique Eurasienne et le Centre de Lutte anti-terroriste de la CEI. On peut déjà conclure sur l'échec de la doctrine Poutine. Dès 2004, en effet, l'Union de la Russie et de la Biélorussie s'avérait être un revers. De plus, la même année, la Russie a vécu des échecs diplomatiques importants qui ont occasionnés une perte d'influence de Moscou dans les Etats de l'ex-URSS. D'une part, la révolution orange en Ukraine et la révolution de la Rose en Géorgie. D'autre part, l'inauguration, à Bakou en mai 2005, du BTC, le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, qui permettra bientôt d'exporter le pétrole de la mer Caspienne sans passer par le territoire russe. Enfin, au mois d'août 2005, l'Ukraine a annoncé son retrait de l'Union Economique Eurasienne.

La perte d'influence des Etats-Unis

La politique américaine en Asie Centrale s'est complexifiée suite aux événements de ces derniers mois et à la versatilité des alliances des pays centre asiatiques. Pourtant, il y a quelques temps, les révolutions colorées d'Ukraine et de Géorgie permettaient d'espérer un « effet dominos » dans la région. La mise en fonction du BTC était décrite par le président Saakashvili comme une victoire géopolitique. Les Etats-Unis avançaient leurs pions avec assurance sur l'échiquier post soviétique. Si bien que Anders Aslund, le directeur du programme russe de la fondation Carnegie, un des plus importants think tank américain, n'a pas hésité à publier un rapport au mois d'août 2005 conseillant à l'administration américaine de réitérer en Russie l'expérience des révolutions colorées testée avec succès en Georgie et en Ukraine⁵. Cette révolution a déjà un nom, la « *révolution argentée* » de la couleur du bouleau. Pourtant, contrairement à ce que s'imaginait Washington, la partie est loin d'être gagnée en Asie Centrale. En effet, les Américains sont restés aveugles face aux signes de mécontentements des dirigeants centre asiatiques depuis la campagne d'Irak. Celle-ci a fait naître les premières méfiances envers la politique américaine et ses véritables intentions. La vague des révolutions colorées, appuyée par le concept « *d'exportation de la démocratie* » a ensuite confirmé les premières suspicions des dirigeants centre-asiatiques. Les Américains espéraient alors que ces dirigeants, sous la pression des événements, décident de relancer leur transition vers une démocratie de marché. Ce fut une erreur d'appréciation. La première réaction des dirigeants centre-asiatiques, Karimov en tête, fut une déception partagée devant la politique de « deux poids, deux mesures » de Washington et la versatilité de son soutien. En effet, l'administration américaine a soutenu la révolution des Tulipes dans le pays le moins autoritaire d'Asie Centrale, le Kirghizstan, et a cessé de soutenir son principal allié régional, l'Ouzbékistan, alors que dans le même temps cette même administration n'a pas émis la moindre sanction envers le Turkménistan, pourtant le régime le plus autoritaire de la région. Cette méfiance envers la politique américaine dans la région est aussi bien partagée par une nomenklatura locale, qui a peur de toute déstabilisation provoquant une perte de ses privilèges, que par les mouvements d'opposition locaux, peu convaincus par l'applicabilité des modèles ukrainiens et géorgiens dans leurs Etat. En effet, la stratégie de l'administration américaine qui consiste à essayer dans un premier temps de ne jamais soutenir un dirigeant spécifique de l'opposition mais la société civile dans son ensemble a conduit à de vastes dépenses inutiles. Une partie substantielle des projets soutenus par l'administration américaine n'ont pas abouti du fait du détournement des financements. De plus, au lieu de

noyer des contacts étroits avec les opposants locaux, l'administration américaine préfère financer des ONG américaines installées sur place et qui leur fournissent des rapports positifs sur les évolutions démocratiques de la société centre-asiatique qu'ils sont du reste les seuls à remarquer. Même si il est encore trop tôt pour se prononcer sur ce sujet, il nous semble que la révolution des Tulipes au Kirghizstan illustre bien les erreurs d'appréciation américaines. En effet, cette révolution semble plus être un coup d'Etat interne au régime que le symbole d'une transition démocratique. Le président Akaiev, en accaparant les richesses du pays de manière de plus en plus exclusive, au profit de sa famille et de son entourage, a suscité l'ire de la nomenklatura locale, qui a soutenu l'arrivée au pouvoir de certains de ses anciens membres qui étaient tombés en disgrâce. Ainsi, les élections qui ont mené au pouvoir le président Bakiyev ont été manifestement manipulées et truquées par l'administration locale. Suite aux « révolutions colorées » qui ont secoué l'espace post soviétique, le président Nazarbayev a pris ces distances avec les Etats-Unis et a préparé avec beaucoup d'attention les dernières élections kazakhstanaïses, qui se sont soldés par une réélection sans surprise.

Conclusion : Une Europe effacée qui a sa carte à jouer

L'Europe, à travers notamment le programme TACIS, joue un rôle important dans le désenclavement de l'Asie Centrale et tend à devenir un partenaire économique important dans la région. Les échanges bilatéraux entre la Kazakhstan et l'UE s'élèvent actuellement à 12 milliards d'euros. Néanmoins, l'Asie Centrale malgré son importance énergétique et un marché de 60 millions de consommateurs est loin d'être une priorité de la politique étrangère de l'UE. En effet, cette région n'est pas voisine de l'UE mais voisine des voisins de l'UE et ne bénéficie pas à ce titre d'un soutien particulier. Il nous semble néanmoins nécessaire que l'UE mette en place une réelle politique étrangère adaptée à la situation particulière de l'Asie Centrale. La mise en place d'un système harmonisé de transport entre l'UE, le Caucase Sud et l'Asie Centrale est déjà un premier pas. Mais il faut aller plus loin. Les représentations diplomatiques de l'UE doivent réellement mettre le savoir-faire accumulé depuis la création de l'UE afin de promouvoir un rapprochement institutionnel entre les Etats centre-asiatiques. Ce rapprochement devrait avoir pour objectif la création d'un acteur régional, indépendant des grandes puissances concurrentes Russie, Chine et Etats Unis. Il est en effet clair que le développement économique de ces pays, s'il veut être harmonieux, nécessite la création d'un espace d'échanges régionaux. La création d'une communauté régionale permettrait de renforcer la coopération de ces pays interdépendants du fait de la spécificité de leur dotation



en ressources naturelles (eau, gaz, pétrole notamment) et de leurs problèmes environnementaux communs. De plus, cette communauté permettra de mettre en place une solution aux problèmes frontaliers, c'est-à-dire le contrôle des frontières externes de l'Asie Centrale et le tracé des frontières internes. Ainsi, la mise en place d'institutions régionales capable d'avoir des relations suivies avec l'Europe ainsi que de facilités spéciales accordés aux étudiants et fonctionnaires centre-asiatiques afin qu'ils puissent venir se former en Europe permettrait d'augmenter l'influence des pays européens dans la région. Les Etats européens ne peuvent, sans une coordination préalable de leur politique étrangère, concurrencer les influences, américaines, russes et chinoises qui s'opposent dans cette région convoitée. L'absence d'une politique commune forte semble malheureusement condamner les Etats européens à jouer un rôle de second plan dans une région qui cherche à sortir du « *cercle géopolitique traditionnel* » formé par la Russie, la Chine et les Etats-Unis.

Jamil Benabdallah,
Analyste politique pour Euro-Power



¹ Beijing Information, « La sécurité énergétique et la diplomatie », in n :33, 2005, www.bjinformation.com

² Bassirat.net, « Le Kazakhstan se connectera au BTC en octobre », 08/08/2005, www.bassirat.net

³ Le 18 août 2005, des exercices militaires sino-russes baptisés "Mission de paix 2005" ont débuté à Vladivostok. Cette opération conjointe a duré 8 jours et regroupé près de 10 000 militaires des forces terrestres, navales et aériennes, des unités aéroportées, d'infanterie de marine et de logistique des deux pays,

⁴ S. Blagov, "Russia eyes stronger clout in Caspian region" in Eurasia Insight, 15/07/2005, www.eurasianet.org

⁵ A. Aslund, "Putin's Decline and America's Response" in Policy Brief No. 41, August 2005, Carnegie Endowment For International Peace, <http://www.carnegieendowment.org/files/pb41.aslund.FINAL1.pdf>,